

Le Grand Marché Transatlantique

et l'agriculture



Le libéralisme
à son plus
haut niveau

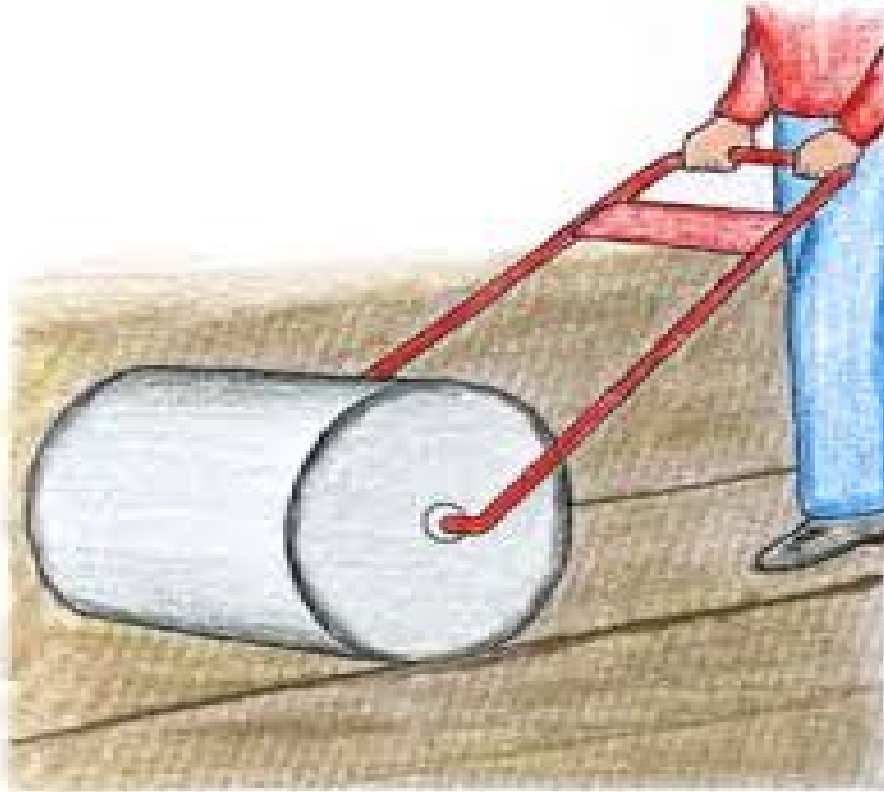
« Ce partenariat est le projet le plus ambitieux à ce jour pour lier les deux côtés de l'Atlantique dans une union de l'Ouest plus étroite, et d'ajouter un pilier économique à l'ancien pilier militaire représenté par l'Otan." (New York time 03/04/2014)

LIBRE
CONCURRENCE:

*Le remard
libre dans le
poulailleur
libre.*

« Il faut parvenir à une réduction substantielle des tarifs douaniers * »

Pour l'agriculture :



Conseil

Source CEPII, « Les enjeux économiques du partenariat transatlantique »

www.cepii.fr/PDF_PUB/lettre/2013/let335.pdf

Les droits de douane sont souvent bien plus élevés du côté de l'Union européenne, en particulier sur les céréales, le sucre et les viandes.



Selon les produits, ils peuvent dépasser 200%, protégeant ainsi des secteurs hyper sensibles, notamment dans l'élevage. Par exemple, sur les carcasses congelées de viande bovine, ils s'avèrent plus de quarante fois supérieurs par rapport à ceux des Etats-Unis.

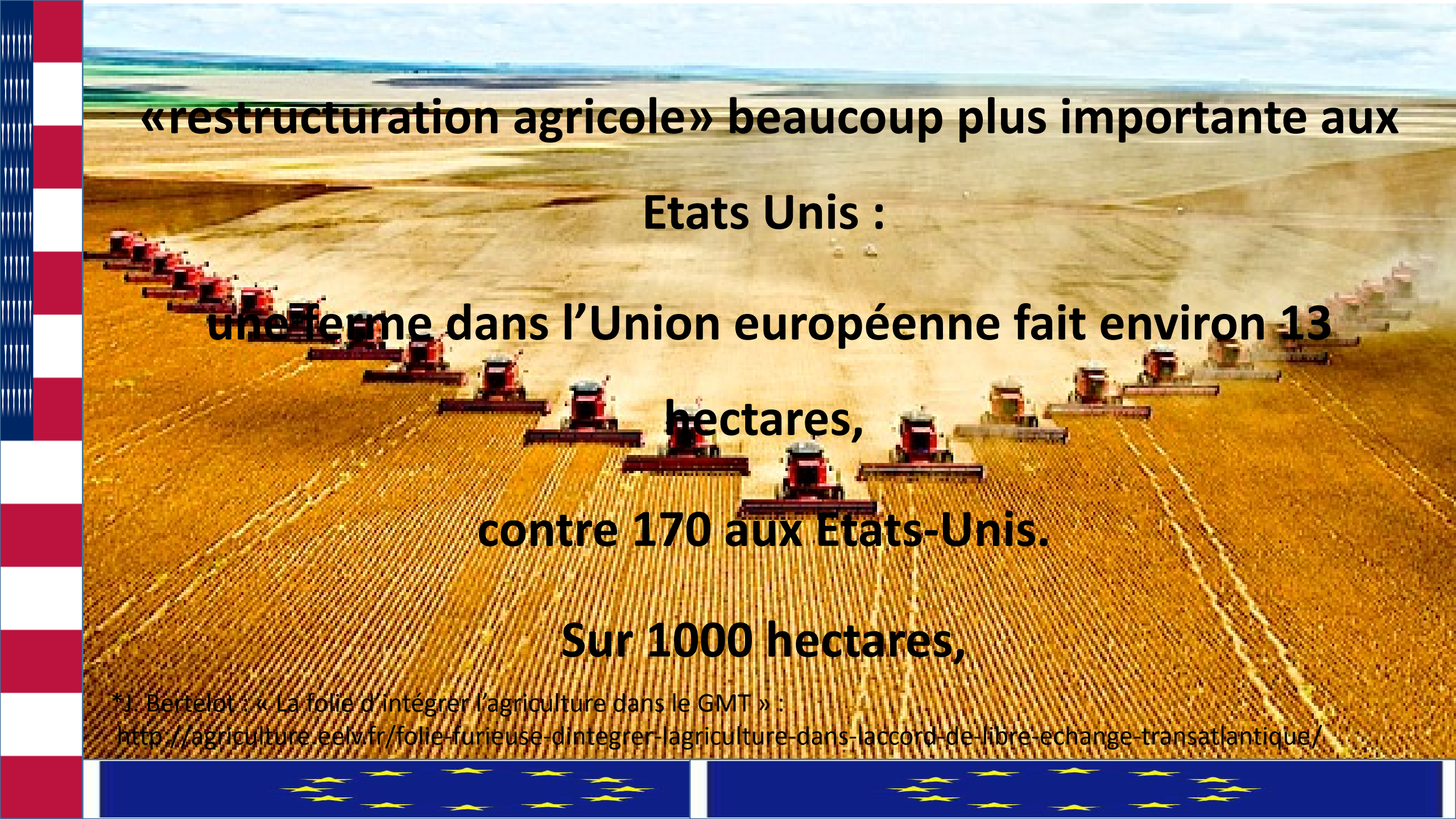


Les droits de douane permettent à l'Union européenne de se protéger d'un taux de change plus favorable pour les productions états-unienne



Ils permettent surtout de se protéger vis-à-vis d'une agriculture étatsunienne plus industrielle et plus « compétitive », du fait de la médiocrité des protections sociales et environnementales outre-Atlantique





**«restructuration agricole» beaucoup plus importante aux
Etats Unis :**

**une ferme dans l'Union européenne fait environ 13
hectares,
contre 170 aux Etats-Unis.**

Sur 1000 hectares,

*J. Bertelot : « La folie d'intégrer l'agriculture dans le GMT » :

<http://agriculture.eelv.fr/folie-furieuse-dintegrer-lagriculture-dans-laccord-de-libre-echange-transatlantique/>

Même « Food Drink Europe », la Fédération des industries agroalimentaires européennes, conclut ainsi : « Considérant que le niveau tarifaire de la majeure partie des exportations aux USA de produits alimentaires et boissons est déjà tout à fait bas, nous pensons que **l'industrie alimentaire et de boissons de l'UE dans son ensemble a relativement peu à gagner à un démantèlement tarifaire** » http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2012/july/tradoc_149674.pdf



Que se passerait-il si ces droits de douane étaient démantelés ?

Face à la déferlante de produits agricoles américains, notre propre agriculture n'aurait d'autre possibilité que de s'engouffrer encore davantage dans un modèle agro-exportateur néfaste pour l'environnement et l'emploi.

La concurrence accrue aboutirait à la contraction des coûts de production, qui exigerait d'affaiblir les standards environnementaux, alimentaires, sociaux.

Les perspectives de promotion des circuits courts, de la relocalisation des activités agricoles et de l'agriculture paysanne seraient considérablement menacées.



L'introduction d'un mécanisme,

le règlement des différends investisseurs-Etats

L'outil le plus dangereux sur le plan démocratique. Il organise des arbitrages en dehors de toute juridiction publique et à tous les niveaux : Etat, région, collectivité T, commune. Dans tous les ALE où il existe, ce sont les multinationales qui gagnent la plupart du temps. Quelques exemples :

Le géant de la cigarette Philip Morris, incommodé par les législations antitabac de l'Uruguay et de l'Australie, a assigné ces deux pays devant un tribunal spécial.



Le groupe pharmaceutique américain Eli Lilly entend se faire justice face au Canada, coupable d'avoir mis en place un système de brevets qui rend les prix de certains médicaments plus abordables.



Récemment, l'entreprise énergétique américaine Lone Pine Resources a utilisé le mécanisme « État-investisseur » inclus dans l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) pour poursuivre le Canada à hauteur de 250 millions de dollars, simplement parce que le gouvernement provincial du Québec avait mis en place un moratoire sur la fracturation hydraulique pour le pétrole et gaz dans le bassin du fleuve Saint-Laurent.



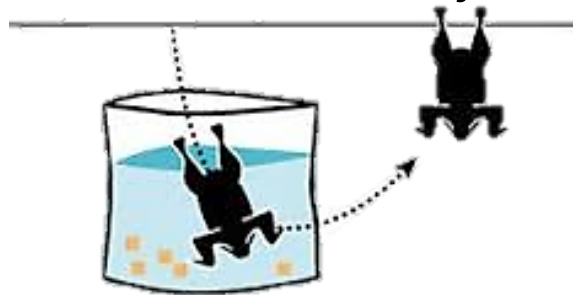
Le principe de précaution

Le bœuf aux hormones : Les Etats-Unis et le Canada avaient porté plainte à ce sujet auprès de l'OMC. Celle-ci leur avait donné raison, autorisant à de lourdes sanctions commerciales. L'accord de 2009 entre Etats-Unis et Union européenne allège ces sanctions en échange d'une augmentation des quotas d'imports de bœuf américain sans hormones par l'Union. Gros lobbying pour permettre au bœuf d'arriver en UE.

Non reconnu par les États-Unis ,il figure au contraire dans les traités européens. Aux USA, l'élevage est massivement industriel et utilise largement la chimie.

La volaille désinfectée avec des solutions chlorées :

Les États-Unis ont déjà contesté cette interdiction d'exportation, les négociateurs américains comptent donc sur l'accord en cours pour faire avancer le sujet.



la ractopamine : utilisée aux États-Unis dans l'alimentation animale pour stimuler la croissance et en modifier la qualité.

Elle est interdite dans 160 pays dont ceux de l'UE, la Russie et la Chine.



L'étiquetage

« Les exigences de marquage doivent être limitées à ce qui est l'essentiel et ce qui est le moins restrictif pour le commerce » (note de la Commission EU)



Ce produit ne contient pas d'ingrédient issu de la culture d'organismes génétiquement modifiés



Ce produit ne contient pas d'ingrédient issu de la culture d'organismes génétiquement modifiés



**Restrictif
pour le
commerce ?**



Les règles actuelles pour la protection des semences paysannes, qui viennent juste d'être validées au niveau de l'UE risquent d'être remises en cause :

D' autres Traités Commerciaux bilatéraux tels que le futur GMT /TAFTA montrent pourquoi on peut s'inquiéter... *Ce type d'accord commercial bilatéral favorise les prérogatives des entreprises et s'impose au droit national.*

Les paysans colombiens l'ont découvert à leurs dépens : en



Qui tirerait profit d'un tel traité ?

Ceux qui font un intense lobbying auprès de l'UE, ce sont les groupes industriels et financiers des 2 côtés de l'Atlantique, regroupés dans le TBC.



Microsoft



Johnson
Controls



The Chemical Company



Sony Ericsson



Deutsche Bank



Liste non exhaustive

Il ne s'agit pas, comme on le dit souvent, d'abaisser les normes, au contraire. L'objectif est avant tout de supprimer les barrières au commerce.



**Angela
Merkel**

Supprimer les barrières au commerce, on l'a vu, c'est bien abaisser les normes...



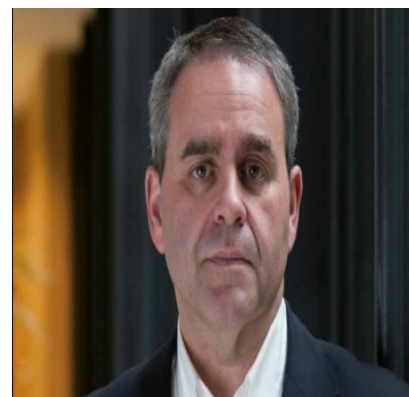
Dès lors que les principes sont fixés, que les mandats sont donnés, que les intérêts sont connus, aller vite n'est pas un problème, c'est une solution. Nous avons tout à gagner à aller vite. Sinon, nous savons bien qu'il y aura une accumulation de peurs, de menaces, de crispations.



Nicolas Sarkozy

Nous ne discutons pas à armes égales avec les américains, qui se sont dotés d'une législation protectionniste avec le « Buy American act » Et puis, la partie américaine pratique allègrement toutes les formes de dumping :

- monétaire avec un dollar très dévalué par rapport à l'euro,
- social en l'absence de salaire minimum fédéral,
- environnemental en s'étant tenu à l'écart du protocole de Kyoto,
- et même fiscal, certains états fédérés étant de véritables paradis fiscaux. Comment, sérieusement, envisager une zone de libre-échange transatlantique dans ces conditions ?



Xavier Bertrand

Les plus libéraux, c'est à droite ou à gauche ?



« Les enjeux des négociations sur l'accord de libre-échange entre l'Europe et les Etats-Unis ne sont pas seulement commerciaux. Derrière se joue un débat sur la manière de s'alimenter demain. Elle pourrait être remise en cause par ce type d'accord bilatéral.

Les positions française et européenne reposent sur un respect du cahier des charges, du producteur au consommateur. Aux Etats-Unis, ce qui compte, c'est que le produit soit aseptisé et indemne de tout germe. Ce sont deux visions radicalement différentes.

Quand on parle du bœuf aux hormones, un système qui booste la production aux Etats-Unis, cela reste interdit en Europe. Or, quoi qu'en dise l'Europe aujourd'hui, nous aurons des importations de ce type de viande.

Je crains que nos AOC, nos marques de qualité, ne soient balayées par un accord bilatéral.

Pour les vins et les spiritueux européens, il y a des droits de douane élevés aux Etats-Unis. Il y a potentiellement des choses à négocier dans ce domaine. Mais, que ce soit dans le domaine de la viande, du sucre, de l'éthanol ou des fruits et légumes, il y a une volonté farouche des Américains de pénétrer le marché européen. »

Le Monde.fr



Xavier Beulin



Normes européennes sanitaires, environnementales et de bien-être animal

Tout porte à croire que les multinationales se saisiront de l'occasion offerte notamment par le règlement des différends investisseurs-États pour faire pression sur les normes sanitaires, environnementales et de bien-être animal.

**Tout doit être sur la table.
Et nous devons nous attaquer au cœur
des questions réglementaires, de façon à
ce qu'un produit accepté d'un côté de
l'Atlantique puisse immédiatement entrer
sur le marché de l'autre.**



David Cameron



Ce GMT de la libre concurrence absolue, on laisse faire ?



Merci de votre attention ...

Comité ATTAC Périgueux-Nontron - juin
2014